

Laurent Levy, caricature d'un anti-racisme dégénéré

Il y a juste quatre ans, l'avocat du Mrap eut son « heure de gloire », lors de la rentrée scolaire de 2003. Au lycée Henri Wallon d'Aubervilliers, ses deux filles, Alma et Lila, âgées respectivement de dix-huit et seize ans, abordaient des tenues qui rappelaient l'Afghanistan des talibans.

En plein débat sur la question des signes religieux, dont le voile, à l'école, « l'affaire d'Aubervilliers » sera, pendant plusieurs semaines, le lieu où s'affronteront, sans merci, deux camps de gauche, animés de la même détermination.

Il y avait d'abord une poignée d'enseignants laïques déterminés, soutenus par le principal. On trouvait une équipe de professeurs, militants de Lutte Ouvrière, dont l'organisation, depuis 1989, qualifie très clairement le voile islamiste de symbole d'oppression des femmes, et refuse sa présence à l'école. Ils furent soutenus par l'Union des Familles Laïques, qui animait alors la campagne, et dont une enseignante du lycée, Jocelyne Clarke, deviendra plus tard une responsable nationale.

En face, Laurent Levy, père des deux jeunes filles, mobilisera le Mrap, les réseaux de Tariq Ramadan et quelques organisations d'extrême gauche pour expliquer que refuser le voile à l'école était un acte raciste. C'est de ce regroupement que naîtra le collectif « Une Ecole pour tous », puis les « Indigènes de la République ».

Mouloud Aounit, l'ineffable président du Mrap, sera, tout au long de ces semaines, aux portes du lycée, pour mettre tout son poids dans la balance. Ayant refusé toute tentative de compromis, les deux jeunes filles finiront par être exclues du lycée. La République, bonne fille, leur paiera quand même un accompagnement scolaire, aux frais du contribuable.

Depuis cette date, pour Laurent Levy, qui se dit athée, la France est peuplée de racistes. Il y a ceux qui s'opposent à toutes les revendications scolaires des islamistes : voile à l'école, accompagnatrices voilées, viande halal à la cantine, etc. et ceux qui, en outre, refusent le généreux mot d'ordre de « régularisation de tous les sans-papiers ».

Seul petit problème, plus, selon les critères de l'avocat du Mrap, les racistes sont nombreux, plus le Mrap perd d'adhérents ! Deuxième petit problème, à notre connaissance, une religion n'est pas une race !

Habituellement, ses cibles étaient le journal en ligne Respublica, et l'organisation « l'Ufal », accusée régulièrement dans des courriers haineux d'être une officine raciste.

Riposte Laïque a rejoint le fan-club de l'avocat du Mrap ! Un ami a fait suivre à notre journal les diatribes maladroites et obsessionnelles de Laurent Levy, qui, cette fois, accuse notre journal de racisme, parce que nous émettons quelques doutes sur les surenchères de certaines organisations de défense des sans-papiers.

Pourtant, ce père, si sourcilleux dans le combat antiraciste, n'aura pas un mot quand sa fille, sur un plateau de télévision, répondra, quand on lui demande si le nom de « Levy » était dur à porter : « Non, au contraire, chez mon banquier, c'est un avantage ». On frémit à l'idée du scandale qui aurait été déclenché si, même sous forme de boutade, un laïque ou un républicain avait osé prononcer une telle phrase. Ce père ne fera pas davantage de commentaires quand une de ses filles, dans un livre qui suivit l'affaire d'Aubervilliers, osera justifier la lapidation des femmes adultères.

De même, ce pourfendeur du racisme supposé des laïques et des républicains n'aura aucun état d'âme à s'afficher dans des manifestations, en France, en présence de militants du Hamas, dont il ne peut pas ne pas connaître le racisme et l'appel à tuer tous les Juifs contenu dans la charte. La montée de

l'antisémitisme, dans certains quartiers, encouragée par ceux qui veulent transplanter le conflit israélo-palestinien en France, ne rencontrera pas, non plus, de la part du Mrap, la réaction qu'on aurait pu attendre devant la gravité de la situation, c'est le moins qu'on puisse dire.

On a donc affaire, avec ce type de militant, à un pseudo-antiracisme, totalement dévoyé, à géométrie très variable.

Au-delà du ridicule de ces anathèmes, il n'est pas inintéressant d'approfondir la dérive de cette frange de militants de gauche et d'extrême gauche, qui, depuis des années, insultent régulièrement les laïques, et accompagnent toutes les revendications de l'extrême droite islamiste.

Ces militants se réclament tous de la gauche, et parfois de la gauche de la gauche. Les « Indigènes de la République », dont Laurent Levy a été un des fondateurs, comptaient, à sa création, des militants influents du PCF, comme Pierre Zarka ou Roger Martelli, des Verts, comme Alain Lipietz, de la LCR, comme Catherine Samary, belle-sœur d'Alain Krivine, sans oublier Attac, où ils furent très influents pour déstabiliser la direction Cassen-Nikonoff-Dessenne, jugée trop laïque et trop républicaine à leurs yeux, une féministe historique comme Christine Delphy, des proches de Tariq Ramadan et de nombreux sociologues et universitaires.

Ces gens là se réclament évidemment d'un discours anti-capitaliste radical, et n'ont pas de mots assez forts pour dénoncer la politique de Nicolas Sarkozy.

Mais leurs positions sur la laïcité et les sans-papiers dérangent-elles vraiment le nouveau président de la République, et son gouvernement ?

Comme tous les anti-laïques, Nicolas Sarkozy a compris qu'il fallait instrumentaliser l'islam pour remettre en cause les fondements de la République (lire l'article de Robert Albarèdes dans RL 5). Dans son dernier discours, à l'Onu, le président de la République du modèle laïque le plus en pointe

au monde, osait parler de la nécessité de favoriser le dialogue inter-religieux pour favoriser la paix, plutôt que d'évoquer la séparation du religieux et du politique !

S'il a su, ces derniers temps, faire preuve de courage (ou d'intelligence politique) pour témoigner en faveur de Charlie Hebdo lors de l'affaire des caricatures (que Laurent Levy et les siens, accompagnant, là encore, les islamistes, jugent racistes), le nouveau président de la République, une fois élu, a encouragé Michèle Alliot-Marie à tenir des propos, devant les évêques de France, justifiant le nécessaire toilettage de la loi de 1905.

Il a nommé Christine Boutin qui a ceci de commun avec les « Indigènes de la République » qu'elle n'aime pas les laïques et les féministes, et qu'elle préfère les islamistes, puisqu'elle accepte l'invitation de l'UOIF au Bourget.

Nicolas Sarkozy sait donc que le ver est dans le fruit, à gauche, et que, quand il voudra « assouplir, ouvrir, apaiser, toiletter, moderniser... » la loi de 1905, il lui suffira d'instrumentaliser l'islam pour voir les benêts compassionnels comme Laurent Levy et ses amis l'accompagner dans sa démarche.

Quant à la régularisation de tous les sans-papiers, les surenchères de toute une mouvance gauchiste alliant le compassionnel et le terrorisme intellectuel ne peut que faire le jeu du pouvoir actuel. Au-delà du fond, comme l'ont très bien expliqué Pierre Baracca et Guylain Chevrier – l'immigration est aujourd'hui une arme de la mondialisation libérale pour tirer les acquis du salariat vers le bas – le maximalisme du mot d'ordre permet, à bon compte, au nouveau président de la République d'apparaître, aux yeux de l'opinion, comme quelqu'un de raisonnable et de bon sens, qui a le courage de dire non à la démagogie. Elle paralyse toute la gauche, totalement inaudible, puisqu'elle n'a pas le courage de clarifier sa position sur cette question, et d'affronter ce maximalisme qui lui nuit aux yeux de l'opinion.

Au niveau sondage, c'est tout bénéfice pour l'hôte de l'Élysée.

Le véritable antiracisme ne peut exister, comme l'a compris une association comme SOS Racisme, que sur des bases laïques et républicaines, qui ne transigent pas avec les principes d'égalité hommes-femmes et avec le communautarisme, qu'il soit religieux, linguistique ou régionaliste.

N'y a-t-il pas, de la part de Laurent Levy et de ses amis, par contre, un véritable racisme, sur plusieurs questions ? Quand on enferme, comme le font les « Indigènes de la République », les citoyens dans leur seule origine, et qu'on segmente la France en deux camps, les fils de colonisés, forcément victimes, et les fils de colonisateurs, forcément coupables, ne remplace-t-on pas une vision de classe sociale par une vision raciste de la société ?

Quand, d'autre part, on accompagne systématiquement les revendications communautaristes religieuses des intégristes islamistes, essentiellement dirigées contre les femmes et les familles arabo-musulmanes vivant en France et en Europe, n'est-on pas porteur d'une autre vision raciste de la société : les lumières, l'émancipation, la laïcité et l'égalité hommes-femmes, la liberté de conscience, c'est bon pour les Européens de souche, mais pas pour les musulmans !

Des anti-racistes et des anti-capitalistes comme cela, le système, qui leur donne des moyens militants étonnants, en réclame tous les matins !

Lucette Jeanpierre